

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1993-1994 (*)

2 AOÛT 1994

PROPOSITION DE DECLARATION

de révision de l'article 21 de la Constitution

(Déposée par M. Standaert)

DEVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

1. *Introduction*

Nous estimons qu'il y a lieu de revoir l'article 21 de la Constitution afin de faire respecter l'égalité de traitement entre hommes et femmes en ce qui concerne les cultes reconnus par la loi. La présente proposition de loi fait partie d'un triptyque qui vise à parachever la séparation constitutionnelle et légale entre l'Eglise et l'Etat, à garantir le libre accès à toutes les fonctions religieuses sans distinction fondée sur la race, la couleur et le sexe ainsi qu'à instaurer l'école unique. Ce dernier objectif, à savoir l'instauration d'une école unique, c'est-à-dire d'un réseau d'enseignement unique, fera l'objet d'une proposition de décret distincte assortie d'une proposition de révision de la Constitution.

La présente proposition de déclaration tente d'apporter une solution libertine à l'impasse dans laquelle la lettre apostolique « *Ordinatio Sacerdotalis* » a entraîné les relations entre le Vatican et les organisations féminines catholiques flamandes. La présente proposition tend à mettre fin à la discrimination séculaire et, surtout, à l'humiliation que la Constitu-

Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1993-1994 (*)

2 AUGUSTUS 1994

VOORSTEL VAN VERKLARING

tot herziening van artikel 21 van de Grondwet

(Ingediend door de heer Standaert)

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

1. *Inleiding*

Wij vinden dat er reden bestaat om artikel 21 van de Grondwet te herzien ten einde de gelijke behandeling van man en vrouw in de door de wet erkende erediensten te implementeren. Dit voorstel van verklaring maakt deel uit van een drieluik : de vervollediging van de grondwettelijke en de wettelijke scheiding tussen kerk en Staat, het openstellen van alle ambten in de kerken zonder onderscheid te maken op grond van ras, kleur, geslacht en het streven naar de eenheidsschool. Het streven naar de eenheidsschool, één onderwijsnet zal het voorwerp zijn van een apart voorstel van decreet met de bijhorende grondwets-herziening.

Het onderhavige voorstel van verklaring tracht een libertijnse oplossing te formuleren om de impasse, ontstaan tussen het Vaticaan en de Vlaamse katholieke vrouwenorganisaties, op te lossen naar aanleiding van de apostolische brief « *Ordinatio Sacerdotalis* ». Het doel van dit voorstel is de eeuwenoude discriminatie en voornamelijk de vernedering van

(*) Troisième session de la 48^e législature.

(*) Derde zitting van de 48^e zittingsperiode.

tion belge fait subir aux femmes. En tant que libertins, nous déplorons que ce soit nous qui ayons dû prendre cette initiative : il y a, dans ces Chambres législatives, des membres et des partis mieux placés que nous pour déposer cette proposition. Ce qui est certain, c'est que la formulation actuelle de l'article 21 de la Constitution aurait peut-être eu sa place à la période la plus sombre du moyen âge, mais plus dans une démocratie occidentale.

2. Ordinatio Sacerdotalis

La Flandre catholique est sens dessus dessous depuis le 30 mai 1994. « Déclarations inquiétantes du Vatican », « Jésus-Christ n'était pas sexiste », « Le rouge de la honte », « Pape téméraire », « Jésus-Christ est mort pour des choses plus importantes », « Le jour le plus sombre de ma vie ecclésiastique » sont quelques-unes des manchettes des journaux de la période fin mai - début juin 1994 suscitées par la lettre apostolique de Jean-Paul II. Cette lettre du souverain pontife met une fois pour toutes un terme au débat sur le rôle de la femme dans l'Eglise catholique. « L'ordination sacerdotale, par laquelle est transmise la mission que le Christ a confiée à ses apôtres d'instruire, de bénir et de guider les croyants, a toujours été, dans l'Eglise catholique depuis l'origine, exclusivement réservée aux hommes. (...) C'est pourquoi, afin qu'il ne subsiste aucun doute sur une question de grande importance qui concerne la constitution divine elle-même de l'Eglise, je déclare en vertu de ma mission que l'Eglise n'a, en aucune manière, le pouvoir de conférer l'ordination sacerdotale à des femmes et que cette position doit être définitivement tenue par tous les fidèles de l'Eglise. »⁽¹⁾. Pour le Pape, l'ordination des femmes dans l'Eglise catholique est donc inacceptable. Nous ne souhaitons pas nous immiscer dans le débat théologique mais croyons devoir comprendre que ces propos dénigrants trouvent leur origine dans le fait que Jésus a choisi ses apôtres uniquement parmi les hommes. Si les protestations suscitées par d'autres déclarations du Pape avaient été relativement timides, cette lettre apostolique a provoqué un véritable électrochoc dans la Flandre catholique.

3. L'Eglise et la politique chez les plus braves de tous les peuples de la Gaule

L'Etat belge a approuvé, par la loi du 11 mai 1983, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, faite à New York le 18 décembre 1979. Aux termes de l'article 2b, les Etats parties s'engagent à « ... adopter des mesures législatives et d'autres mesures appropriées assorties, y compris des sanctions en cas de besoin, interdisant toute discrimination à l'égard des fem-

vrouwen in onze Belgische grondwet af te schaffen. Als libertijn betreuren wij ten zeerste dat dit initiatief door ons genomen moet worden : in deze wetgevende kamers zijn er beter geplaatste ledenvan partijen aanwezig om deze verklaring in te dienen. Vast staat dat de huidige formulering van artikel 21 van de grondwet misschien thuis hoorde in de donkere middeleeuwen, maar niet langer thuistoort in een westerse democratie.

2. Ordinatio Sacerdotalis

Katholiek Vlaanderen staat sinds 30 mei 1994 op zijn kop. « Verontrustende Vaticaanse uitspraken », « Jezus Christus was geen seksist », « Het schaamrood op de kaken », « Drieste Paus », « Jezus Christus stierf voor belangrijker zaken », « De tries-tigste dag uit mijn kerkleven », ... zijn slechts enkele spectaculaire krantekoppen uit de periode einde mei - begin juni 1994 naar aanleiding van de apostolische brief « *Ordinatio Sacerdotalis* » van paus Johannes Paulus II. Dit schrijven van de kerkvorst maakt voor eens en altijd een einde aan de discussie over de rol van de vrouw in de katholieke kerk. « De priesterwijding, waardoor de opdracht wordt doorgegeven die door Christus aan zijn apostelen werd toevertrouwd om de gelovigen te onderrichten, te heiligen en te besturen, werd in de katholieke Kerk altijd van in het begin exclusief voorbehouden voor mannen. ... Vandaar dat ik, opdat er geen enkele twijfel zou bestaan over een zo goddelijke kwestie die met de goddelijke ordening van de Kerk zelf te maken heeft, krachtens mijn zending verklaar dat de Kerk op generlei wijze de macht heeft om vrouwen tot priester te wijden en dat alle gelovigen dit standpunt definitief moeten aanvaarden. »⁽¹⁾. De wijding van vrouwen als priester in de rooms-katholieke kerk is dus onaanvaardbaar voor de paus. Wij wensen ons geenszins in het theologische bad te gooien maar schijnen te moeten begrijpen dat deze denigrerende uitspraken hun oorsprong vinden in het feit dat Jezus Christus zijn apostelen alleen onder mannen koos. Het protest tegen andere pauselijke uitspraken was dunnetjes, maar vandaag is katholiek Vlaanderen wakker geschoten.

3. Kerk en politiek in het land van de dappersten van alle Galliërs

De Belgische Staat keurde met de wet van 11 mei 1983 het verdrag goed inzake de uitbanning van alle vormen van discriminatie van vrouwen, opgemaakt te New York op 18 december 1979. Volgens artikel 2b verbinden de ondertekenende staten zich ertoe « ... alle passende wettelijke en andere maatre-gelen te treffen met inbegrip van — waar nodig — sancties waarin discriminatie van vrouwen wordt

⁽¹⁾ *De Standaard*, « Paus sluit debat vrouwelijke priesters. », 31 mei 1994.

⁽¹⁾ *De Standaard*, « Paus sluit debat vrouwelijke priesters. », 31 mei 1994.

mes ... ». Selon l'article 2d, notre pays s'engage, lui aussi, à « ... s'abstenir de tout acte ou pratique discriminatoire ... ». Conformément à l'article 2e, les autorités promettent de « ... prendre toute mesure appropriée pour éliminer la discrimination pratiquée à l'égard des femmes par une personne, une organisation ou une entreprise quelconque ... ». Et selon l'article 2f, ces mêmes autorités s'engagent à « ... prendre toutes les mesures appropriées pour modifier ou abroger toute loi, disposition réglementaire, coutume ou pratique qui constitue une discrimination à l'égard des femmes ». Le 7 janvier 1993, nous avons soumis la question suivante à la ministre de l'Emploi et du Travail, chargée de la politique d'égalité des chances entre hommes et femmes : « La Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, faite à New York le 18 décembre 1979, a été approuvée. Même si la Constitution garantit la liberté du culte, pourquoi l'Etat continue-t-il à rétribuer les ministres des cultes qui refusent aux femmes l'accès à leurs fonctions rémunérées par l'Etat ? Qu'est-ce qui vous empêche de prendre les mesures nécessaires pour mettre fin à tout soutien financier à cette discrimination ? » La ministre chargée de la politique d'égalité des chances entre hommes et femmes a estimé que cette question ne relevait pas de ses compétences, mais de celles du ministre de la Justice (*Questions et Réponses*, Chambre, 1993/1994, n° 50, p. 4 236). Ce dernier a fourni une réponse particulièrement ferme en renvoyant à l'article 21 de la Constitution (*ibid.*, n° 55, p. 4 879). Dix-huit mois plus tard, la même ministre de l'Emploi et du Travail, chargée de la politique d'égalité des chances entre hommes et femmes, déclarait au cours d'une interview : « L'Eglise n'a apparemment pas été touchée par le mouvement d'émancipation. ... Il serait plus important qu'un dialogue reste possible à ce sujet. »⁽²⁾. Dont acte, dix-huit mois trop tard, mais mieux vaut tard que jamais.

4. *Ratio legis*

En ce qui concerne l'égalité de traitement des hommes et des femmes, on trouve en Belgique les textes suivants :

1. Directive du Conseil des CE du 10 février 1975, égalité de traitement des hommes et des femmes, travailleurs;
2. Directive du Conseil des CE du 9 février 1976, égalité de traitement des hommes et des femmes, activité économique;
3. Loi du 4 août 1978 de réorientation économique (articles 116-146, 153);
4. Directive du Conseil des CE du 19 décembre 1978, sécurité sociale, égalité de traitement;

verboden ... ». Volgens artikel 2d verbindt ook ons land zich ertoe « ... zich te onthouden van ieder discriminerend handelen ... ». Volgens artikel 2e belooft de overheid « ... alle passende maatregelen te nemen om discriminatie van vrouwen door personen, organisaties of ondernemingen uit te bannen ... ». En volgens artikel 2f « ... alle passende maatregelen te nemen om bestaande wetten, voorschriften, gebruiken en praktijken, die discriminatie van vrouwen inhouden, te wijzigen of in te trekken ». Op 7 januari 1993 stelden wij de volgende schriftelijke vraag aan de minister van Tewerkstelling en Arbeid, belast met het beleid van gelijke kansen voor vrouwen en mannen : « Het verdrag inzake de uitbanning van alle vormen van discriminatie van vrouwen zoals ondertekend te New York op 18 december 1979 werd goedgekeurd. Ook al garandeert de grondwet vrijheid van godsdienst, waarom bezoldigd de Staat voort bedienaars van die godsdiensten die hun door de Staat bezoldigde functies niet openstellen voor vrouwen ? Wat belet u de nodige stappen te doen om aan die discriminatie niet langer financiële steun te verlenen ? » De minister belast met het beleid van gelijke kansen voor vrouwen en mannen heeft geoordeeld dat deze vraag niet tot haar bevoegdheden behoorde maar wel tot die van de minister van Justitie (*Vragen en Antwoorden*, Kamer, 1993-1994, n° 50, blz. 4 236). Het antwoord van deze laatste blonk uit in kordaatheid door te verwijzen naar artikel 21 van de Grondwet (*ibid.*, n° 55, blz. 4 879). Achttien maanden later besluit dezelfde minister van Tewerkstelling en Arbeid, belast met het beleid van gelijke kansen voor vrouwen en mannen in een kranteninterview : « Blijkbaar is de emancipatiebeweging aan de Kerk voorbijgegaan. ... Het zou belangrijker zijn dat daarover een dialoog blijft bestaan. »⁽²⁾. Waarvan akte, achttien maanden te laat, maar leuk meegegenomen.

4. *Ratio legis*

Met betrekking tot de gelijke behandeling van man en vrouw zijn in België volgende besluiten vorhanden :

1. Richtlijn Raad EG van 10 februari 1975, Gelijke beloning mannen en vrouwen, werkneemers;
2. Richtlijn Raad EG van 9 februari 1976, Gelijke behandeling mannen en vrouwen, arbeidsproces;
3. Wet van 4 augustus 1978, Economische heriëntering (artikelen 116-146, 153);
4. Richtlijn Raad EG van 19 december 1978, Sociale zekerheid, Gelijke behandeling;

⁽¹⁾ *De Morgen*, Miet Smet : « Kerk miste emancipatiebeweging », 3 juni 1994.

⁽²⁾ *De Morgen*, Miet Smet : « Kerk miste emancipatiebeweging », 3 juni 1994.

5. Arrêté royal du 8 février 1979, mention du sexe dans les conditions d'accès à une activité professionnelle;

6. Arrêté royal du 16 octobre 1981, orientation et formation professionnelles;

7. Arrêté de l'Exécutif flamand du 29 septembre 1982, orientation et formation professionnelles;

8. Arrêté royal du 29 juin 1983, égalité de traitement en ce qui concerne l'accès à la formation dispensée dans les établissements d'enseignement;

9. Directive du Conseil des CE du 24 juillet 1986, sécurité sociale, égalité de chances pour les hommes et les femmes;

10. Directive du Conseil des CE du 11 décembre 1986, égalité de traitement dans le secteur agricole, maternité;

11. Arrêté royal du 14 juillet 1987, égalité des chances entre les hommes et les femmes dans le secteur privé.

Ces onze textes, qui tendent à accélérer, de façon contraignante, l'indispensable processus d'émancipation, ont une incidence d'ordre juridique sur toutes les composantes de la société. Ces lois renvoient expressément aux articles 10 et 11 de la Constitution, qui garantissent l'égalité de traitement entre hommes et femmes et doivent être interprétés de façon stricte. Une seule composante de la société y échappe. Fort de la protection constitutionnelle accordée à l'article 21, un culte reconnu par la loi a le droit d'ignorer 2 000 ans d'évolution sociale.

Nous estimons dès lors qu'il y a lieu à révision de l'article 21, premier alinéa, de la Constitution, que nous proposons de compléter comme suit :

« L'Etat n'a le droit d'intervenir ni dans la nomination ni dans l'installation des ministres d'un culte quelconque, pourvu que l'égalité de traitement entre hommes et femmes soit garantie, ni de défendre à ces ministres de correspondre avec leurs supérieurs, et de publier leurs actes, ... ».

PROPOSITION DE DECLARATION

Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 21, premier alinéa, de la Constitution.

30 juin 1994.

5. Koninklijk besluit van 8 februari 1979, Melding geslacht in toegangsvoorwaarden beroepsactiviteit;

6. Koninklijk besluit van 16 oktober 1981, Beroepskeuzevoorlichting en -opleiding;

7. Besluit Vlaamse Executieve van 29 september 1982, Beroepskeuzevoorlichting en -opleiding;

8. Koninklijk besluit van 29 juni 1983, Toepassing beroepsopleiding in onderwijsinstellingen;

9. Richtlijn Raad EG van 24 juli 1986, Sociale zekerheid, gelijke kansen mannen en vrouwen;

10. Richtlijn Raad EG van 11 december 1986, Gelijke behandeling landbouwsector, moederschap;

11. Koninklijk besluit van 14 juli 1987, Gelijke kansen voor mannen en vrouwen in de privé-sector.

Deze elf teksten die op dwingende wijze een noodzakelijk emancipatieproces proberen te versnellen, hebben een juridische weerslag op alle geledingen in de maatschappij. Deze wetten verwijzen uitdrukkelijk naar artikelen 10 en 11 van de Grondwet die de gelijke behandeling tussen man en vrouw waarborgen en strikt moeten geïnterpreteerd worden. Eén geleding ontsnapt. Met behulp van de grondwettelijke bescherming in artikel 21 kan een door de wet erkende eredienst 2 000 jaar maatschappelijke evolutie naast zich neerleggen.

Wij vinden dan ook dat er reden bestaat tot herziening van artikel 21, eerste lid van de Grondwet dat als volgt zou kunnen aangevuld worden :

« De Staat heeft niet het recht zich te bemoeien met de benoeming of de installatie van de bedienaren van enige eredienst voor zover de gelijke behandeling tussen man en vrouw niet in het gedrang komt, of hun te verbieden briefwisseling te houden met hun overheid en de akten van deze overheid openbaar te maken ... ».

L. STANDAERT

VOORSTEL VAN VERKLARING

De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 21, eerste lid, van de Grondwet.

30 juni 1994.

L. STANDAERT